



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC COOPERATIVE DISTILLATION

41 avenue de la république
34310 Capestang

Références : D2024_UD34_H1_145
Code AIOT : 0006600939

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SOC COOPERATIVE DISTILLATION implanté route départementale 16 34310 Capestang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à des plaintes de voisinage pour nuisances olfactives et les constats de l'inspection des installations classées, un arrêté de mise en demeure a été signé le 21 septembre 2021 à l'encontre de l'exploitant afin qu'il se conforme aux prescriptions en vigueur concernant la prévention des émissions d'odeurs.

Depuis la mise en service d'une station d'épuration traitant les effluents à proximité de la distillerie d'Argeliers, le bassin d'évaporation de Capestang est beaucoup moins utilisé : il sert maintenant de point de transit pour les apports de marc par les adhérents de la coopérative, et comme

équipement de traitement d'appoint. Il n'y a plus de plainte concernant les odeurs.

La visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'unité départementale de l'Hérault de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC COOPERATIVE DISTILLATION
- route départementale 16 34310 Capestang
- Code AIOT : 0006600939
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie de Capestang a cessé la grande majorité de son activité. Il ne reste du site initial que le bassin d'évaporation. Il est exploité par la coopérative de distillation d'Argeliers (située dans l'Aude), dont les adhérents sont les uniques sources d'appoint. Le bassin d'évaporation est sur fond argileux, qui assure l'étanchéité, et est entouré de digues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1_2_2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 01/02/01	Sans objet
2	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1_2_2	Sans objet
4	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
5	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
6	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
7	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
8	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
9	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
10	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6	Sans objet
11	Prescriptions	Arrêté Préfectoral du 28/05/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	techniques	article 1.6	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unique demande formulée à l'issue de l'inspection concerne le plan des installations, qui doit être mis à jour par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 01/02/01
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2750 - Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation Nature et volume de l'installation : Bassin d'évaporation d'effluents vitivinicoles d'environ 23600 m ² Régime Autorisation
Constats : La nature des installations et la surface occupée restent inchangées. Il n'y a pas lieu de modifier le classement du site au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1_2 ₂
Thème(s) : Situation administrative, Localisation
Prescription contrôlée : L'emprise du site est formée par la parcelle cadastrée 000 I 223 de la commune de Capeatang
Constats : Après vérification sur les cartes du site internet cadastre.gouv.fr, il est constaté que le cadastre n'a pas évolué sur cette zone, et que la parcelle occupée par le bassin d'évaporation reste inchangée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1_2_2
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a montré des plans de 1977 et d'avril 1985. Ces plans ne comportent pas les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- la séparation du bassin en deux unités par une digue de plus faible hauteur que les digues entourant la parcelle cadastrée I 223.- la plate-forme de transit des matériaux qui a été ajoutée au milieu du bassin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour le plan de situation de l'ensemble des équipements des bassins d'évaporation présents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des effluents
Prescription contrôlée : Seuls les effluents des caves vitivinicoles sont admis pour déversement dans le bassin d'évaporation. Il appartient à l'exploitant de vérifier la provenance des effluents et de s'assurer de leur nature avant tout déversement.
Constats : Tous les apports transitent en premier lieu par la distillerie d'Argeliers. La procédure d'admission des déchets est précisément prescrite dans l'arrêté préfectoral qui cadre l'activité du site ICPE de la distillerie d'Argeliers. Une convention puis un certificat d'accord préalable sont préalablement signés entre la distillerie et chaque adhérent à la coopérative de la distillerie d'Argeliers, qui sont exclusivement des exploitants de caves vitivinicoles. Une vérification a systématiquement lieu à la réception. Par échantillonnage, la convention 2024-01 entre la coopérative et l'adhérent domaine Saint Estève a été examinée pendant l'inspection. Elle définit bien la possibilité de l'usage du bassin

d'évaporation de Capestang.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement dans la nature
Prescription contrôlée : Le rejet direct ou indirect au milieu naturel est interdit.
Constats : Il n'y a pas de rejet possible au milieu naturel : les apports sont amenés sur le bassin d'évaporation, les digues permettent de maintenir ces apports sur le site pour l'évaporation. Les boues du bassin d'évaporation sont périodiquement curées et traitées en compostage. Le registre d'évacuation a été consulté. Il confirme l'absence d'épandage des boues, qui sont toutes compostées sur les sites de CLAP Recyclage ou Minervois Recyclage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur d'eau
Prescription contrôlée : La hauteur des eaux résiduaires sera limitée à 0,5 m en période normale et à 0,7 m en période exceptionnelle et pendant une très courte durée. Des échelles graduées sont en place afin de contrôler la hauteur des eaux dans le bassin d'évaporation. Un registre d'évaporation sur lequel sont indiquées les hauteurs d'eau est tenu à jour par l'exploitant. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Deux échelles graduées sont bien présentes sur site pour mesurer la hauteur des eaux résiduaires. Ces hauteurs sont bien suivies et reportées mensuellement pendant les périodes calmes et de manière hebdomadaire pendant les périodes d'apport, c'est à dire durant les vendanges. Les registres de 2021 à 2024 ont été présentés. Les hauteurs d'eau n'ont pas dépassé les hauteurs prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Fond du bassin
Prescription contrôlée : Le fond du bassin d'évaporation est scarifié et compacté.
Constats : Le fond du bassin a été scarifié et compacté au moment de sa création. Le but était d'augmenter l'étanchéité par compactage. Ce n'est pas une pratique d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Dignes
Prescription contrôlée : Les digues de retenues doivent assurer une étanchéité telle qu'aucune fuite latérale ne puisse se produire.
Constats : Un contrôle visuel est réalisé, en particulier lors de l'entretien annuel de la végétation. La hauteur des digues est largement supérieure aux hauteurs des apports. L'absence d'infiltration est également contrôlée par le suivi de la hauteur d'eau lors des évaporations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : En cas de dégagement d'odeurs, des traitements appropriés sont mis en place afin d'éliminer les odeurs.
Constats : En 2022, un traitement à base de chaux avait permis de limiter les émissions d'odeurs, en régulant l'acidité des bassins d'évaporation.

Depuis la mise en exploitation de la station d'épuration à Argeliers, les apports dans les bassins d'évaporation de Capeatang sont minimales et les émissions d'odeur ne sont pas l'objet de plainte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Prescription contrôlée : Une clôture est mise en place autour du bassin. L'accès au site est fermé par un portail. Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès au bassin pour précéder au déversement ou à la gestion du site.
Constats : Il a été constaté que le site est clôturé, avec un portail fermé à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2019, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Végétalisation
Prescription contrôlée : Les abords du bassin pieds de talus notamment sont végétalisés pour limiter l'impact visuel depuis la route départementale 16.
Constats : Les abords du bassin sont effectivement végétalisés, et limitent l'impact visuel du bassin depuis la route.
Type de suites proposées : Sans suite